

Du Comité des mal Logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation. Les transformations contemporaines de l'action collective. Cécile PÉCHU

Thèse de Doctorat de l'Institut d'Études Politiques de Paris, Mention Science Politique, soutenue le 21 septembre 2004. Mention Très honorable, félicitations du jury à l'unanimité

Jury : Pierre FAVRE (directeur), Nonna MAYER (présidente du jury), Erik NEVEU (rapporteur), Michel OFFERLE (rapporteur), Ioannis PAPADOPOULOS, Chris PICKVANCE

La thèse traite, dans une perspective de sociologie politique, des processus de transformation ayant affecté l'action collective durant les vingt dernières années. Ils sont observés à travers l'analyse d'une organisation, Droit Au Logement (DAL), et de celle dont elle est issue, le Comité des Mal Logés (CML).

I. Problématique

Son point de départ repose sur une question classique : comment des populations apparemment démunies parviennent-elles malgré tout à se mobiliser et à agir, alors même que ces stratégies sont coûteuses ? Cette question est doublée d'une seconde question : comment rendre compte du fait que des militants pourvus de ressources, et non directement intéressés par la satisfaction des revendications, s'investissent en faveur d'une telle cause ? Il s'agit ainsi d'interroger les conditions qui ont permis le développement d'une mobilisation dite improbable, les mal-logés et sans-logis constituant des groupes *a priori* à faibles ressources.

On a répondu à cette question en prenant en compte les différentes dimensions de l'action : les ressources dont disposent les acteurs, les structures économiques et politiques dans lesquelles elle se développe, les processus qui y sont à l'œuvre. La thèse traite successivement des « adhérents » des associations – les sans-logis –, des « militants » – les bien-logés qui se mobilisent –, et enfin des modes d'action utilisés. La méthode associe observation, entretiens, analyse de sources de seconde main et traitements quantitatifs.

La crise du logement pour certaines catégories de population, associée à la privation d'autres droits, est un des facteurs importants ayant favorisé l'engagement des **adhérents**. Au-delà cette réalité objective, la réapparition de la notion d'exclusion au début des années quatre-vingt-dix a aussi facilité la mobilisation. Par ailleurs, les mal-logés et sans-logis constituent des populations hétérogènes, et certains d'entre eux possèdent des ressources pour l'action ou sont pris dans des réseaux. Dans le cas des ménages africains soninkés, qui

constituent le gros des troupes des associations, on est bien en présence d'une véritable communauté. Même les sans-logis célibataires ne sont pas tous complètement isolés : dans le contexte de la rue ou de l'accueil d'urgence, des liens sont noués entre sans-logis. Ainsi, la désaffiliation sociale peut aussi être un processus de réaffiliation. Enfin, l'action en elle-même peut produire des ressources, en favorisant par exemple la construction d'organisations.

L'engagement des **militants** doit être rapporté aux processus larges affectant l'espace politique, aux caractéristiques de leurs parcours, et aux spécificités des modes d'action employés. On constate ainsi que l'émergence du CML, son développement et sa scission peuvent être considérés comme symptomatiques d'un processus concomitant d'autonomisation des mouvements sociaux par rapport aux partis politiques, à partir du milieu des années quatre-vingt, dont témoignent de multiples signes : les transformations du militantisme syndical, une certaine crise de la représentation et un renouveau des associations humanitaires. On s'aperçoit aussi, grâce à une analyse en termes de générations militantes, que les logiques socio-politiques de l'engagement à DAL, et par là même la composition du collectif, varient dans le temps, chaque vague d'adhésion ayant sa logique propre. Enfin, l'organisation attire des militants dont les propriétés diffèrent selon les modes d'action qu'elle emploie.

Le CML et DAL n'utilisent pas de la même manière les **modes d'action**, DAL étant plus attentive aux médias. L'usage du squat constitue un point commun aux deux associations. Une plongée historique a permis de considérer ce mode d'action de sa genèse, au début du vingtième siècle, jusqu'à son utilisation par DAL. En tant que mode d'action illégal « réalisant » en quelque sorte la satisfaction de la revendication en même temps qu'il la porte, le squat constitue un site d'observation privilégié des tensions qui sont au centre de l'action collective. Il se situe en effet entre l'individuel et le collectif, mais aussi entre la contestation qui demande et la résistance qui s'approprie, entre l'acte public et le geste dissimulé. Le squat met ainsi en œuvre un rapport particulier à l'espace public, fait de réticence par rapport à la politique professionnalisée. Son usage a favorisé l'inscription de DAL dans un champ militant autonomisé du champ partisan.

II. Pertinence de la thèse

D'un point de vue méthodologique, une socio-analyse a montré combien était nécessaire le retour du chercheur sur son rapport à l'objet ainsi que sur les conditions de déroulement de son enquête. Ce retour est en effet non seulement une condition de l'objectivation elle-même, mais aussi une source, en soi, de connaissance de l'objet. Cette

règle méthodologique classique a rarement été mise en œuvre quant à l'étude des mouvements sociaux, où elle semble pourtant encore plus qu'ailleurs nécessaire. Le fait d'intégrer à l'analyse les réactions différenciées du terrain à la présence du chercheur l'aide par exemple à repérer différentes générations militantes à DAL. Surtout, l'analyse du rapport à l'objet a non seulement permis de garantir l'objectivité des méthodes d'observation, mais aussi de comprendre ce qui faisait l'intérêt de l'objet, en permettant de placer au centre de l'analyse les modifications de l'action collective qu'il reflétait. En ce sens, il est nécessaire pour les sciences humaines de rompre avec un objectivisme trop strict, et d'accepter d'intégrer les potentialités que contient l'adjectif qui les définit : « humaines » elles sont, et le regard qu'elles portent est aussi objet à analyser.

Il faut reconsidérer **la notion même de « mobilisation improbable »**. En effet, on peut dire que l'utilisation de modes d'action protestataires est finalement toujours improbable, qu'il s'agisse ou non de « mouvements de pauvres ». L'analyse ne doit donc pas se centrer uniquement sur les ressources des mobilisés, mais considérer dans le même temps d'autres aspects. Il faut donc réhabiliter un regard attentif aux conditions économiques et sociales dans lesquelles naissent les mouvements : c'est aussi parce que l'exclusion est un phénomène bien réel, et parce que le champ politique présente une configuration particulière, que se développent des mouvements tels que DAL. Cela signifie également que les ressources ne sont pas toutes données avant l'action, et que le cours de cette dernière peut contribuer à rendre les acteurs capables de se mobiliser. Cela signifie enfin qu'au-delà des catégories unifiantes véhiculées par le commun – « SDF », « exclus » – il est nécessaire de découvrir la diversité des visages que prennent les processus actuels de l'exploitation et de la relégation, pour comprendre que toutes leurs victimes ne sont pas dépourvues de ressources pour l'action.

De ce fait, pour analyser le développement de DAL, il est nécessaire de prendre la mesure **des transformations ayant affecté l'action collective** durant ces vingt dernières années, des transformations sous-tendues par l'autonomisation d'un champ militant par rapport au champ partisan. Ces transformations trouvent leur source dans différents processus : la montée en puissance du champ médiatique, la crise économique, et surtout la désacralisation de la politique dite conventionnelle. Il faut donc considérer ensemble les évolutions de la participation politique conventionnelle et celles de ses formes protestataires. On ne peut pas comprendre le renouveau, depuis le début des années quatre-vingt-dix, de mouvements spécifiques (les mouvements de « sans », les mouvements altermondialistes, etc.) et de formes d'action directe, si l'on ne considère pas dans le même temps les

modifications de la politique conventionnelle, et notamment les processus qui ont pu conduire à de forts taux d'abstention lors des élections.

III. Mots-clés : Mouvements sociaux ; champ politique ; squat ; exclusion ; immigration